

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIAP

ZI la Pontchonnière
69210 Savigny

Références : UD-R-CTESSP-25-202-TSR
Code AIOT : 0006103706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement SIAP implanté ZI de la Pontchonnière 422 route du Bois du Maine 69210 Savigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAP
- ZI de la Pontchonnière 422 route du Bois du Maine 69210 Savigny
- Code AIOT : 0006103706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités exercées par SIAP sont l'application de peintures pour les secteurs de l'automobile et

de l'électroménager. L'établissement dispose de deux lignes de production, une pour la cataphorèse et une autre pour les peintures poudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Air	Arrêté Préfectoral du 25/10/2007, article Annexe 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Incendie	Arrêté Préfectoral du 16/09/2005, article 6.2.6 et 6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Eau	Arrêté Préfectoral du 11/04/2023, article 3	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bruit	Arrêté Préfectoral du 16/09/2005, article Annexe 2 article 2	Sans objet
2	Stockage – suite inspection 23	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Sans objet
5	Déchet	Arrêté Préfectoral du 16/09/2005, article 5.1	Sans objet
7	Surveillance des rejets - Sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 21/09/2005, article 4.6.3 et 4.7	Sans objet
8	Transmission GIDAF - Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
9	Rejets aqueux - Débit - Sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 21/09/2005, article 4.5.2 et Annexe 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements ont été constatés sur les rejets aqueux et atmosphériques du site. Concernant les rejets aqueux, l'exploitant a expliqué continuer de rechercher les causes des dépassements et travailler avec les fournisseurs de la STEP afin de mettre en place des actions correctives. Concernant les rejets atmosphériques, l'exploitant doit rechercher les causes des dépassements en acidité et alcalinité des points 1 et 2 et mettre en place des mesures pour remédier à ces dépassements.

Enfin, l'exploitant doit justifier des actions correctives réalisées suite aux observations des rapports de vérifications périodiques des systèmes de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2005, article Annexe 2 article 2			
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle periodique			
Prescription contrôlée :			
Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 2 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant :			
Période	Niveaux de bruit admissibles en limites de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
		Ba (1) entre 35 et 45 dBA	Ba (1) supérieur à 45 dBA
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	70 dB(A)	6	5
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	60 dB(A)	4	3
2.1: Une mesure des niveaux d'émission sonore doit être effectuée au moins tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualité choisi après accord de l'inspection des installations classées.			
Constats :			
L'exploitant a fourni le dernier rapport de mesure de bruit effectué du 18 au 19/08/22. Le rapport conclut en une conformité en tout point. Le prochain contrôle est prévu en 2025 conformément à la périodicité de 3 ans imposée dans l'arrêté préfectoral.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Stockage – suite inspection 23

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant devait réaliser et faire appliquer une procédure de chargement/déchargement des produits liquides dangereux susceptibles de polluer les eaux.</p> <p>Il a indiqué le jour de la visite que les chargements/déchargements de produits dangereux ne se font plus via des camions citernes mais sont livrés dans des cuves. La procédure demandant la mise en place des dispositifs d'obturation avant le chargement/déchargement de produits liquides susceptibles de polluer les eaux a été présentée à l'Inspection.</p> <p>La procédure présentée le jour de la visite détaille les actions à réaliser avant/pendant un chargement/déchargement, SIAP a indiqué avoir vérifié la bonne application sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2007, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2005 modifié - Qualité des rejets</u></p> <p>Les valeurs limites des rejets à l'atmosphère débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, normes de mesure transmission des résultats à l'inspection des installations classées).</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses des rejets atmosphériques des années 2022, 2023 et 2024 du site.</p> <p>En 2022, les analyses sont conformes à l'arrêté préfectoral du 16/09/2005 et l'arrêté</p>

complémentaire du 25/10/2007.

En 2023, une non-conformité est présente sur le rapport et concerne la concentration en COVNM au niveau du point 6 (four). La moyenne des trois points de mesure est indiquée à 312,75mg/m³ pour une VLE indiquée à 110mg/m³. Cependant, l'arrêté préfectoral du 25/10/2007 explique que la VLE est fixée à 110 si le flux massique est supérieur à 2kg/h, or le flux est inférieur à 2kg/h. De ce fait, la VLE ne s'applique pas.

En 2024, les analyses montrent des dépassements en concentration et en flux en alcalinité (OH-) au niveau de l'entrée du tunnel de traitement de surface, les valeurs mesurées sont respectivement de 62 et 361,5 mg/m³ pour des VLE de 10 et 125 mg/m³. Un dépassement de la concentration en acidité (H+) au niveau du centre tunnel de traitement de surface a également été relevé, la valeur mesurée est de 0,66mg/m³ pour une VLE de 0,5 mg/m³.

De la même manière qu'en 2023, les concentrations en COVNM sont notées comme non-conformes dans le rapport d'analyses alors que la VLE de 110 mg/m³ ne s'applique pas.

L'Inspection constate également que les 3 essais de mesure n'ont pas été réalisés pour les paramètres H+ et OH- alors que ces valeurs sont non-conformes et ne rentrent pas dans l'exception indiqué en page 17 du rapport " *Pour tout contrôle réglementaire des émissions à l'atmosphère des installations classées pour l'environnement, chaque mesurage doit être répété au moins trois fois, sauf : [...]*

Dans le cas où les concentrations attendues de polluants, pour lesquels la méthode de mesurage est manuelle, sont inférieures ou égales à 20% de la VLE."

L'exploitant a expliqué ne pas avoir déterminé la cause de ces dépassements ni de l'absence des 3 mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de respecter les valeurs limites d'émissions de ses rejets atmosphériques inscrites dans son arrêté préfectoral.

Il justifie l'absence des 3 essais de mesure pour les paramètres d'acidité et d'alcalinité dans le rapport de 2024 au niveau du point 1 et 2 (tunnel de traitement de surface).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2005, article 6.2.6 et 6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité - Vérification périodique

Prescription contrôlée :

6.2.6 - Vérifications périodiques

Les installations, appareil ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un

organisme extérieur
<p><u>6.5 - Formation du personnel</u></p> <p>L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle des vérifications périodiques des extincteurs, RIA et des exutoires.</p> <p>Les rapports présentent des observations et travaux à réaliser. L'exploitant a indiqué que ces travaux ont été réalisés, il devra toutefois présenter les justificatifs à l'Inspection.</p> <p>Il a également indiqué que ces contrôles sont réalisés tous les ans.</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite, le rapport de formation du personnel datant d'août 2024. Cela n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs des travaux réalisés suite aux observations des rapports de vérifications périodiques des extincteurs, RIA, et exutoires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Déchet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2005, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification et suivi des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée et conservé par l'exploitant:- code du déchet selon la nomenclature</p> <ul style="list-style-type: none"> - dénomination du déchet - quantité enlevée - date de l'enlèvement - nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé - destination du déchet (éliminateur) - nature de l'élimination.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de déchets dangereux et non dangereux du site.</p> <p>Chaque déchet est identifié selon le code déchet, sa dénomination, les quantités enlevées, la date de l'enlèvement, la société de ramassage et la destination du déchet ainsi que la nature de</p>

son élimination.

L'Inspection a vérifié par sondage le bon remplissage d'un BSD de déchet type "absorbants et matériaux souillés" du 9 janvier 2025 comprenant 1,7 tonnes de déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'annexe 4 « EAU » est remplacé par le tableau ci-dessous :

Paramètre	Code Sandre	Concentration maximale journalière (échantillon 24h)	Flux maximal journalier		Fréquence d'analyse
			Avant ETE RSDE	Après ETE RSDE	
MES	1305	30	2400	-	1/semaine
DCO	1314	300	12000	-	1/semaine
DBO5	1313	800	15000	-	1/mois
Hydrocarbures	7009	5	400	-	1/mois
Cuivre*	1392	0,15	40	0,61	1/semaine
Zinc*	1383	0,8	20	4,77	1/semaine
Nickel*	1386	0,2	5	1,22	1/semaine

Aluminium + Fer	7714	5	400	-	1/semaine

Après le paragraphe « (1) le « Flux maximal » retenu dans le tableau pour ces substances est respecté dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce flux pourra être revu à la hausse ou à la baisse après examen de l'étude technico-économique prescrite à l'article 4 du présent arrêté. » est ajouté la phrase « Il est acté que le flux journalier en Nickel peut être ramené à 5g/j.

Constats :

Les 3 derniers rapports d'analyses des rejets aqueux ont été analysés par l'Inspection. Des dépassements réguliers sont encore observés sur les paramètres Nickel, Zinc, Aluminium et fer.

Concernant le Nickel, l'exploitant s'est aperçu d'un décalage entre les analyses de son autosurveillance et les analyses réalisées par le prestataire externe. Un recalage a été réalisé en juillet 2024, le bureau d'étude a validé les mesures du nickel et les valeurs étaient de nouveau correctes en septembre 2024.

Concernant l'aluminium, la méthodologie d'analyse a été revue par l'exploitant pour adopter une méthode de test plus fiable.

En février 2025, l'exploitant explique que les dépassements en concentration de nickel et en flux massique de nickel et de zinc sont dus à un problème de sonde. La sonde a été changée et calibrée.

En mars 2025, les résultats d'analyses laissent apparaître des dépassements en flux pour le nickel, l'exploitant a expliqué qu'il s'agit d'un problème de cohérence entre le calcul de la valeur limite de détection et la valeur limite en flux. L'Inspection a demandé à l'exploitant de détailler ces incohérences et les actions mises en œuvre pour les supprimer.

En avril 2025, un problème sur la pompe a entraîné des rejets plus importants que la normal. La pompe a été changée sur la ligne de bain phosphate.

De plus, l'exploitant a indiqué que depuis l'installation de la nouvelle STEP il y a 1 an et demi, les rejets sont globalement mieux gérés, un travail est effectué avec les fournisseurs afin de trouver des solutions adaptées notamment concernant les dépassements en métaux.

L'Inspection constate que des dépassements en concentration et en flux de certains paramètres,

notamment nickel, zinc, aluminium et fer sont toujours présents mais que l'exploitant a mis en place des actions correctives et une recherche active des causes.
Au regard des engagements pris par l'exploitant, il n'est pas proposé de mise en demeure sur le sujet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure du respect des valeurs limites d'émissions de ses rejets aqueux, il met en œuvre les moyens nécessaires.

Notamment, l'exploitant :

- détaille et justifie les incohérences entre le calcul de la valeur limite de détection et la valeur limite en flux;
- justifie les actions mises en œuvre afin de les supprimer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Surveillance des rejets - Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2005, article 4.6.3 et 4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet

Prescription contrôlée :

4.6.3 - Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

4.7 - Surveillance et contrôle des rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, la canalisation de rejets sont équipées de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons,
- des mesures directes

Constats :

L'Inspection a effectué un contrôle visuel du point de rejet et n'a pas constaté d'anomalie de l'aspect de l'eau, le point est facilement accessible pour des prélèvements ou mesures directes par un intervenant extérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Transmission GIDAF - Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions - eau

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que l'exploitant remplit régulièrement la plateforme GIDAF avec ses résultats d'autosurveillance conformément à l'arrêté ministériel du 28/04/14 et aux périodicités imposées pour les paramètres surveillés. Les causes et nature des dépassements sont convenablement renseignés ainsi que les mesures correctives envisagées ou réalisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Rejets aqueux - Débit - Sobriété hydrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2005, article 4.5.2 et Annexe 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux, sont fixés dans l'annexe 4 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté pendant la visite le registre des mesures du débit moyen rejeté par semaine. Les valeurs ne dépassent pas la limite de 80 m³/jour imposée dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Sur le terrain, l'Inspection a constaté que la mesure se fait en continu à l'aide d'un débitmètre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>